Commission permanente du 16 novembre 2026

Politiques jeunesses : baisse des subventions aux missions locales et soutien aux communes dans le cadre du BAFA Citoyen (2ème répartition)

Intervention de Nicolas Bescond
Groupe Val-de-Marne en commun – PCF et citoyen·nes

Monsieur le Président, Cher·es collègues,

Je souhaite intervenir sur deux rapports qui interrogent directement l'ambition de notre Département pour la jeunesse.

D'abord, les Missions locales. Vous réduisez leurs subventions de 53 407 € par rapport à 2025, alors que le nombre de jeunes accompagnés augmente. Depuis 2024, ce sont plus de 115 000 € de financements départementaux qui ont disparu.

Pourtant, les Missions locales ne se contentent pas d'accompagner les jeunes vers l'emploi. Elles interviennent sur l'ensemble des obstacles à leur insertion sociale et professionnelle : formation, logement, santé, mobilité, accès aux droits. Elles sont un service public de proximité essentiel pour les jeunes les plus confrontés à la précarité.

À l'heure où le chômage frappe plus d'un jeune actif sur cinq en France, où l'accès au logement, à la formation et à l'emploi devient un véritable parcours d'obstacles, comment justifier cette nouvelle baisse de leurs moyens ?

Depuis plusieurs semaines, les lycéens et les étudiants se mobilisent. Ils expriment leur colère, mais aussi leurs aspirations : pouvoir étudier, trouver un emploi, vivre dignement et construire librement leur avenir. Ils demandent des moyens et des perspectives, pas des réponses de circonstance.

Face à ce mur du chômage et de la précarité, votre réponse départementale ne peut pas être de fragiliser les structures qui accompagnent précisément les jeunes vers l'autonomie et l'émancipation.

C'est pourquoi nous nous abstiendrons sur le rapport n° 62.

Concernant le BAFA citoyen, vous proposez de soutenir 219 jeunes supplémentaires, portant le total à 544 en 2026, contre les 650 annoncés lors de la réforme du dispositif.

Mais nous rappelons qu'en 2023, l'aide départementale au BAFA bénéficiait à 1 727 jeunes !

Entre-temps, vous avez supprimé l'aide individuelle pour lui substituer un dispositif reposant sur les communes. À elles d'organiser les sessions, de mobiliser les moyens et de porter une responsabilité qui relevait auparavant du Département.

Le résultat est double : moins de jeunes accompagnés et un accès à l'aide qui dépend davantage de la capacité de chaque ville à s'engager.

Ce n'est pas ainsi que l'on garantit l'égalité des droits sur l'ensemble du Val-de-Marne.

Cette évolution s'inscrit dans une orientation plus générale : suppression du festival Un Nôtre Monde et du fonds d'aide aux projets jeunes, disparition de l'aide Imagine'R pour les lycéens et étudiants non boursiers, recul des subventions aux associations de jeunesse.

Ce que nous contestons, c'est cette disparition progressive d'une politique départementale de jeunesse autonome, pleine et entière, remplacée par des aides ponctuelles et des responsabilités transférées aux communes.

Nous ne contestons évidemment pas la coopération avec les villes. Mais elle doit renforcer l'action publique, pas permettre au Département de se décharger de ses responsabilités.

La jeunesse val-de-marnaise mérite mieux qu'une politique réduite à quelques dispositifs et opérations de communication. Elle a besoin de droits, de services publics et de moyens pour prendre toute sa place dans la société.

Nous voulons un Département qui fasse de la jeunesse une priorité politique, et non une variable d'ajustement budgétaire.

Je vous remercie.

Seul le prononcé fait foi